



Textiles



Chères lectrices, chers lecteurs,

L'industrie textile et ses ateliers de production intensive symbolisent fréquemment le mépris pour les droits des travailleurs et les dérives du Global Sourcing. La nécessité de modes de production équitables devient criante dès que de nouvelles révélations sur les conditions de travail inhumaines imposées aux travailleurs de l'industrie textile éclatent au grand jour. Quand cela se produit, le "facteur humain de production" sort de l'ombre, ne serait-ce que temporairement.

Si l'industrie textile fait aussi souvent la une de la presse pour des faits liés à des infractions au droit du travail et au travail des enfants, c'est parce que sur le principe, les procédés de fabrication qu'elle implique sont très simples. Des exigences techniques dérisoires, conjuguées à une grande facilité de délocalisation de la production, entraînent une pression considérable sur les coûts et une course aux structures salariales les plus avantageuses, ce qui permet aux pays de mettre leurs sites de production en avant pour jouer véritablement la surenchère.

Seule une infime partie du prix d'achat des textiles va aux unités de production et à ceux qu'elles emploient. Les grandes marques, surtout, sont donc exposées à un risque de réputation qu'il ne faut pas sous-estimer. L'équipe Durabilité de Raiffeisen Capital Management s'est intéressée de plus près au secteur textile et a interrogé ses entreprises au sujet des droits des travailleurs dans les unités de production.

Cordialement,
Wolfgang Pinner

Mag. Wolfgang Pinner est Directeur SRI (Sustainable and Responsible Investment) chez Raiffeisen Capital Management depuis novembre 2013.

Contenu

Page 2 :
Textiles

Page 5 :
Évaluation de la durabilité

Page 7 :
L'entreprise à l'honneur – Gildan Activewear

Investir durablement



Communiqué de marketing de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

www.rcm.at / www.rcm-international.com

Textiles



Ce n'est pas un hasard si de nombreuses analyses révèlent que la plupart des infractions au droit du travail se produisent dans l'industrie textile. Il s'agit en effet d'un secteur qui allie des procédés de fabrication simples et des exigences techniques restreintes. Le secteur compte principalement des fabricants traditionnels de prêt-à-porter et des entreprises spécialisées dans les domaines du sport, du cuir ou de la bijouterie. Leur chiffre d'affaires provient le plus souvent du commerce de détail, et parfois de leurs propres enseignes. L'interchangeabilité des fabricants à l'autre bout de la chaîne de valorisation exerce une pression accrue sur les coûts de fabrication. La concurrence acharnée qui en découle entraîne une diminution des salaires et autres dépenses au sein des sites de production.

Cela soulève également la question essentielle des normes de sécurité. L'effondrement de l'usine de Sabhar au Bangladesh, qui a fait plus de 1.100 morts au printemps 2013, a été provoqué par de graves manquements à la sécurité. Une commission d'enquête a constaté des négligences graves. De plus, le bâtiment avait été construit à l'aide de matériaux de moindre qualité, et le terrain sur lequel il se trouvait ne convenait pas à la construction d'un bâtiment de plusieurs étages. Par ailleurs, à la suite de cette catastrophe, de

grandes entreprises textiles européennes et nord-américaines ont signé l'« Accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh », négocié avec diverses ONG et confédérations syndicales.

Si l'on s'intéresse de plus près à la question des droits du travail, il apparaît que c'est à l'ILO (International Labor Organisation) que l'on doit d'avoir défini les normes fondamentales en matière de travail. En tant que normes sociales, elles ont, entre autres, pour objectif de garantir des conditions de travail décentes et une protection suffisante des travailleurs. Les huit normes fondamentales en matière de travail portent sur des conventions relatives au travail forcé, à la liberté syndicale et à la protection du droit syndical, au droit d'organisation et de négociation collective, à l'égalité salariale, à l'abolition du travail forcé, à la prévention de la discrimination, à l'âge minimal d'admission au travail, à l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination.

Le secteur textile repose souvent sur des procédés de fabrication en cascade. L'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, depuis la fabrication jusqu'au détaillant en passant par de nombreuses autres étapes, manque de transparence à bien des égards. La production confiée à des sous-traitants est transférée à des niveaux toujours plus subalternes, de telle sorte que les grands groupes textiles finissent par avoir des difficultés à exercer les contrôles qui leur incombent en tant que donneurs d'ordres. Des cycles de livraison entre nouvelles collections de plus en plus courts aggravent encore la situation ; la brièveté des échéances de fabrication et l'opacité de l'importante diversification de la production qui en découle s'en trouvent accrues.



Évaluation de la durabilité

Importance de la problématique de l'industrie textile pour les dimensions ESG de la durabilité :



E (Environment) : l'industrie textile affiche typiquement une empreinte CO₂ relativement modérée. La consommation élevée en eau et la pollution des eaux qui découlent des processus de transformation des matières textiles représentent des défis bien plus importants. La certification de la laine (au travers de la « Better Cotton Initiative » par exemple) et du cuir (« Leather Working Group tannery certification ») joue un rôle de plus en plus central dans la gestion des matières premières mises en œuvre. L'utilisation de produits chimiques toxiques et la gestion des substances dangereuses que cela implique sont également des problématiques importantes pour l'industrie textile.

S (Social) : en principe, l'économie de marché devrait garantir des conditions de production équitables, pour la main-d'œuvre également. Les entreprises peuvent, et doivent, mettre en place des mécanismes de gouvernance durables, car pour l'entreprise, sous-traiter sa production ne signifie pas se décharger également de ses responsabilités sociales et environnementales. La main-d'œuvre humaine impliquée dans la valorisation des produits est souvent limitée du fait du degré élevé d'automatisation des processus et de structures économiques qui font la part belle à la partition et à la mondialisation des tâches, mais cette situation offre un potentiel d'amélioration considérable loin d'être insurmontable pour les entreprises.

G (Governance) : l'État doit veiller à émettre des lois et directives favorables à des conditions de travail adéquates. Il est tout aussi important qu'il assure le suivi de ces prescriptions. À cet égard, la corruption pose un problème majeur, car elle peut faire obstacle à l'efficacité des politiques en matière de personnel.

L'opacité de la chaîne d'approvisionnement et l'optimisation des coûts risquent de nuire à l'image de marque des enseignes et des distributeurs. Les grandes marques sont tout particulièrement exposées au risque de réputation en cas de retour négatif dans la presse. Étant donné que les coûts de fabrication ne représentent qu'une faible part du prix de vente au détail, les infractions aux droits du travail sont difficilement défendables vis-à-vis des consommateurs. C'est pourquoi de nombreux fabricants textiles de renom mettent tout en œuvre pour assurer une gestion aussi active que possible de la chaîne d'approvisionnement. Il est indispensable d'améliorer les normes de fabrication, vu que celle-ci fait presque systématiquement l'objet d'une sous-traitance.

Qu'il s'agisse de distributeurs ou de grands groupes textiles, les entreprises peuvent contrer cette évolution problématique dans la mesure où elles mettent des procédures de contrôle (« Due diligence ») en place d'un bout à l'autre de leur chaîne d'approvisionnement. Cela permet une gestion active des fournisseurs en les soumettant à des procédures de surveillance et d'audit. De cette manière, les fournisseurs qui font l'objet d'une évaluation critique peuvent faire l'objet de contrôles intensifs réguliers. Un système de bonus accordés aux fournisseurs qui garantissent des conditions de travail au-dessus de la moyenne peut en outre favoriser une concurrence positive. Les exemples de meilleures pratiques peuvent contribuer à améliorer une connaissance insuffisante des normes en matière de travail.

Investir durablement



Communiqué de marketing de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

www.rcm.at / www.rcm-international.com

Dans l'industrie textile, le Bangladesh, le Vietnam et désormais la Birmanie comptent actuellement au nombre des pays où la main-d'œuvre est la moins bien rémunérée - c'est-à-dire la plus « financièrement accessible ». L'examen de la rémunération dans ces usines en appelle toujours plus au concept de « salaire décent » – c'est-à-dire de revenu minimum vital. Au Bangladesh, le salaire moyen tourne actuellement autour de 20 % du minimum vital ; en Chine, il avoisine les 50 %.

Bilan : actuellement, Raiffeisen Capital Management est investi dans une entreprise approchée dans le cadre du processus d'engagement.

Il s'agit de l'entreprise **Gildan Activewear**.





Évaluation de la durabilité



En termes de durabilité, la problématique la plus urgente à laquelle l'industrie textile est confrontée est celle des conditions de travail de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement. De nouveaux ateliers dits de production intensive, c'est-à-dire qui pratiquent la surexploitation, sont sans cesse découverts. Ces ateliers se caractérisent surtout par l'absence d'accords tarifaires, la pratique d'horaires de travail excessifs, le manque de protection contre le licenciement abusif et une rémunération insuffisante, tant en termes absolus que relatifs. En plus d'accorder une attention particulière à la transparence, les entreprises peuvent améliorer les normes sociales au sein de leurs chaînes d'approvisionnement en confiant à des organes externes le soin de réaliser des contrôles. Les conditions de travail dans les usines peuvent être contrôlées sur place par des experts indépendants tels que la FLA (Fair Labor Association), ou certifiées selon les normes ISO (International Organization for Standardization), OHSAS (Occupational Health and Safety Assessment Series) ou EMAS (Eco-Management and Audit Scheme).

Concernant la problématique de l'industrie textile, l'équipe « Développement durable » de Raiffeisen Capital Management privilégie le dialogue avec des entreprises actives dans les secteurs des « matières premières textiles » et du « commerce textile ».

- Quels sont les facteurs qui déterminent la gestion de la chaîne d'approvisionnement en ce qui concerne les matières premières et produits textiles ?
- Disposez-vous d'un code de conduite particulier qui définit les principes des droits des salariés pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et régit les aspects sociaux ?
- Publiez-vous la liste complète de vos fournisseurs et sous-traitants ?
- Comment vous assurez-vous que votre chaîne d'approvisionnement respecte les règles prescrites de bout en bout ? Existe-t-il des directives relatives à la cessation des relations commerciales avec des fournisseurs ?
- Quelle est votre position par rapport à la problématique de la corruption – surtout dans des zones à bas salaires telles que l'Indonésie, le Bangladesh, le Vietnam et la Birmanie ?
- Pour vous, quel rôle joue la certification de la chaîne d'approvisionnement sur la base des normes ISO, EMAS ou OHSAS par exemple ?
- Quelle est votre position par rapport à la problématique des « salaires décents », et comment définissez-vous ceux-ci ?

Investir durablement



Communiqué de marketing de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

www.rcm.at / www.rcm-international.com

Parmi les émetteurs que nous avons contactés au cours de notre processus d'engagement, ce sont surtout des acteurs européens qui nous ont répondu.

Tous les grands groupes textiles ne concentrent pas leur production dans des pays à bas salaires. Le groupe espagnol Inditex, par exemple, achète plus de la moitié de sa collection dans les pays voisins – on appelle cela des « marchés de proximité ». Hanesbrands produit 80 % de ses textiles dans ses propres usines de production, situées en dehors des pays où règne la politique des bas salaires.

En ce qui concerne les matières premières, la plupart de grands groupes textiles se concentrent essentiellement sur le coton. À cet égard également, Inditex a choisi une autre voie et a misé sur davantage de diversification. Selon les tendances, l'accent est mis sur le lin, le cuir ou la viscose, entre autres.

La plupart des groupes textiles misent sur la combinaison de contrôles internes et externes et les procédures de certification de la chaîne d'approvisionnement. Certains, comme Gerry Weber, privilégient des contrôles détaillés au premier niveau et délèguent la responsabilité du respect des normes des autres sous-traitants à ces entreprises. La catastrophe de Rana Plaza en 2013 semble vraiment avoir provoqué une onde de choc – au sens positif du terme – dans le secteur.

Souvent, les fournisseurs sont évalués en fonction du respect total ou partiel des normes prescrites. Toutes les entreprises interrogées se montrent plutôt discrètes en ce qui concerne les motifs de cessation des relations commerciales avec des fournisseurs. Les résiliations de contrats pour

cause d'infractions aux principes ESG semblent plutôt exceptionnelles.

Actuellement, Adidas et Inditex comptent au nombre des entreprises qui publient la liste complète de leurs fournisseurs et sous-traitants.

Adidas s'intéresse désormais de près à la durabilité dans la chaîne d'approvisionnement. La stratégie « Sport needs a space » lancée en 2016 couvre non seulement la production, mais aussi le marketing et l'utilisation des produits. Au niveau de la chaîne d'approvisionnement, des objectifs ont également été fixés en faveur d'une réduction de la consommation d'eau et des volumes de déchets. D'ici 2018, 100 % des variétés de coton utilisées par Adidas devraient être issues de la production durable.

En règle générale, les entreprises ne se montrent pas particulièrement soucieuses de la certification, mais il existe quelques initiatives à l'échelle du secteur. Gerry Weber a signé la BSCI (Business Social Compliance Initiative), une plateforme économique qui vise l'amélioration des normes sociales au sein d'une chaîne mondiale de valorisation. H&M a obtenu la certification de tous ses fournisseurs de niveau un selon l'Indice Higg de la Sustainable Apparel Coalition (Coalition pour l'habillement durable) ; il s'agit d'une norme propre à l'industrie textile créée en 2012 en vue d'évaluer la durabilité de la chaîne d'approvisionnement en fonction de critères sociaux et environnementaux. Amer Sports a également rejoint la Sustainable Apparel Coalition en 2015.

Investir durablement



Communiqué de marketing de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

www.rcm.at / www.rcm-international.com

L'entreprise à l'honneur Gildan Activewear

D'une manière générale, la question des « salaires décents » gagne en importance dans le secteur textile, mais la définition précise du concept varie beaucoup d'une entreprise à l'autre.

Gildan Activewear est une entreprise canadienne spécialisée dans la production de vêtements de sport. Elle produit également des chaussettes et des vêtements professionnels.

Son siège se trouve à Montréal, au Canada. Le groupe Gildan Activewear, fondé en 1984, emploie actuellement 42.000 personnes environ.

Coton

Gildan se procure l'essentiel de son coton transformé aux États-Unis. En tant que membres du CCI (Cotton Council International), les fournisseurs font l'objet de mesures d'incitation à améliorer leurs normes et procédures de gestion de l'environnement. Les thématiques liées à la production de coton sont l'irrigation et l'utilisation de pesticides, entre autres. Par ailleurs, Gildan Activewear a rejoint la « Better Cotton Initiative » en 2015. La marque « Anvil », acquise en 2012, s'est impliquée très tôt en faveur du coton bio. Les produits « AnvilSustainable » contiennent un mélange de coton biologique et de matière plastique recyclée (PET). Depuis 2015, Gildan Activewear peut assurer un suivi actif de ses livraisons de coton.



Investir durablement



Communiqué de marketing de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

www.rcm.at / www.rcm-international.com



Normes de production

L'essentiel de la production – environ 90 % – s'effectue en interne. Pour les usines, une politique complexe de conformité du travail, appelée « Labor Compliance Policy », a été mise sur pied ; elle repose sur les directives de la Fair Labor Association (FLA) et de la Worldwide Responsible Accredited Production (WRAP). Dans ce cadre, l'entreprise a élaboré un vaste système d'audit mis en œuvre aussi bien en interne qu'en externe ; ce système permet de contrôler que le Code de conduite de l'entreprise est respecté.

Salaires décents

Gildan Activewear a commencé à pratiquer des « salaires décents » pour ses sites au Honduras et en République dominicaine. Ces mesures doivent améliorer le degré de satisfaction des travailleurs et faire baisser la fluctuation des effectifs.

Objectifs environnementaux

En 2015, l'entreprise s'est fixé de nouveaux objectifs environnementaux, parmi lesquels une réduction de 10 % des gaz à effet de serre, une réduction de 10 % de la consommation énergétique, et une réduction de 10 % de la consommation hydraulique - le tout pour chaque kilo de textile produit.

Substances chimiques

La réglementation mondiale en matière d'enregistrement, d'évaluation, d'homologation et de restriction des substances chimiques est de plus en plus sévère. Outre la norme REACH (UE) et le Plan canadien de gestion des produits chimiques (Canadian Chemicals Plan), qui présentent un intérêt particulier pour Gildan, il faut aussi noter l'actualisation de la loi américaine sur le contrôle des substances toxiques (Toxic Substances Control Act) en 2016. Gildan Activewear, qui dispose d'une liste des substances chimiques interdites d'utilisation dans le cadre de la production, est l'une des entreprises les plus strictes du secteur. De plus, Gildan Activewear a obtenu la certification Oeko-Tex Standard 100, qui assure un contrôle intensif des éventuelles substances nocives dans les textiles.

Investir durablement



Communiqué de marketing de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

www.rcm.at / www.rcm-international.com



Wolfgang Pinner,
Directeur SRI

L'habit fait l'homme !

Il ne faut toutefois pas oublier, avant tout, que l'homme fait l'habit. Et ce, dans des conditions souvent à peine imaginables. L'optimisation des procédés et des dépenses s'effectue presque toujours au détriment de ceux qui ne peuvent pas se défendre, voire de ceux qui ne font pas l'objet d'un « lobbying » adéquat. Parmi eux, on trouve en premier lieu la faune et la flore, l'environnement, et – quand les procédés de fabrication impliquent beaucoup de travail manuel, comme c'est le cas dans l'industrie textile – la main d'œuvre humaine.

À l'ère de la révolution industrielle, l'industrie textile comptait déjà parmi les plus exigeantes pour les travailleurs. À l'époque, cependant, les ateliers de production intensive se trouvaient encore au coin de la rue. Depuis, la mondialisation des chaînes d'approvisionnement a mené à la délocalisation de la production sur des sites très éloignés, où les (grandes) marques pour lesquelles les vêtements sont produits sont généralement peu connues.

Les gens qui fabriquent nos vêtements sont le plus souvent issus de régions extrêmement pauvres, qu'on appelle les pays à bas salaires. Il conviendrait d'abandonner le concept plutôt abstrait de « gens » pour parler plus concrètement d'« êtres humains ». Selon cette logique, l'habit est fait par l'homme, mais il fait aussi l'homme – c'était vrai hier, et ça le sera encore demain...



Wolfgang Wimmer
Responsable bancaire, équipe
Durabilité

Les sportifs aussi pensent « durable »

En tant que consommateurs, nous disposons d'une arme puissante pour influencer notre avenir (et celui de nos enfants). Cette arme, nous l'avons tous dans notre poche : c'est notre portefeuille. L'évolution favorable du chiffre d'affaires des denrées biologiques montre sans le moindre doute vers quoi il est possible de tendre. J'ai cependant l'impression que le secteur textile a encore du chemin à parcourir. Certes, il existe des entreprises (comme Gildan Activewear, présentée plus haut) et des commerces (voir umweltberatung.at) spécialisés, mais au niveau des grandes marques ou des grandes chaînes, il me semble que les choses bougent assez peu, alors qu'elles disposent de moyens de pression considérables.

Pour le consommateur qui s'engage en faveur de la durabilité, être attentif à l'empreinte écologique de ses vêtements exige beaucoup de temps et d'investissement personnel. En tant que passionné des sports d'endurance, je sais (malheureusement) de quoi je parle. À cet égard, diverses structures telles que la Fair Wear Foundation ou le Bluesign System peuvent être d'une aide précieuse (et fiable).

Avant toute chose, il convient donc de répondre à la question la plus importante : de quoi ai-je absolument besoin ? Car en général, l'achat le plus durable, c'est celui qu'on ne fait pas. Mais si nous achetons des vêtements, justement, c'est aussi souvent pour « nous récompenser » – dans ce cas, il faut impérativement préférer la qualité à la quantité.

Investir durablement



Communiqué de marketing de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

www.rcm.at / www.rcm-international.com

Avertissement légal

Le présent document a été conçu et élaboré par Raiffeisen Kapitalanlage-Gesellschaft m.b.H., Vienne, Autriche (« Raiffeisen Capital Management » ou « Raiffeisen KAG »). En dépit du soin apporté aux recherches, les indications contenues dans ce document sont uniquement fournies à titre indicatif. Elles se basent sur les connaissances des personnes responsables de la conception dudit document au moment de son élaboration et peuvent être à tout moment modifiées sans préavis par Raiffeisen KAG. Raiffeisen KAG décline toute responsabilité liée au présent document, notamment en ce qui concerne l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations fournies. De même, les éventuels pronostics ou simulations relatives à toute évolution antérieure des valeurs ne constituent pas des indicateurs fiables de leur évolution ultérieure.

Le contenu du présent document ne constitue ni une offre, ni une recommandation d'achat ou de vente, ni une analyse de placement. Il ne peut en aucun cas remplacer un entretien-conseil individuel de placement ou de toute autre nature. Si un produit concret vous intéresse, nous restons à votre disposition au même titre que votre conseiller bancaire pour vous fournir à titre d'information le prospectus ou le document d'informations pour les investisseurs conformément à l'§ 21 de la directive autrichienne relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (AIFMG) avant une éventuelle acquisition. Tout placement concret doit être réalisé à l'issue d'un entretien-conseil, et après prise d'avis ou examen approfondi du prospectus ou du document d'informations pour les investisseurs conformément au § 21 de la directive autrichienne relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (AIFMG).

Nous insistons particulièrement sur le fait que les transactions sur valeurs mobilières comportent, pour partie, des risques intrinsèques importants et que le régime fiscal dépend de la situation personnelle et peut être soumis à des modifications ultérieures. Toute reproduction d'informations ou de données, notamment l'utilisation de textes, d'extraits de textes ou de matériel d'illustration issu du présent document, est soumise à l'accord préalable de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

Mentions légales

Propriétaire du média: Zentrale Raiffeisen Werbung, 1030 Vienne, Am Stadtpark 9
Editeur: Raiffeisen Kapitalanlage GmbH, Mooslackengasse 12, 1190 Vienne
Responsable du contenu: Raiffeisen Kapitalanlage GmbH, Mooslackengasse 12, 1190 Vienne

Orientation générale du contenu: Informations relatives aux fonds d'investissement, aux valeurs mobilières, aux marchés de capitaux et aux placements ; pour toute information complémentaire conformément à la loi autrichienne sur les médias, veuillez consulter les mentions légales sur www.rcm.at.

Coordination du projet: Gerlinde Muhr
Auteur: Mag. Wolfgang Pinner
Photos: iStockphoto

Date de clôture de la rédaction: 7 février 2017

Ceci est un communiqué de marketing de Raiffeisen Kapitalanlage GmbH.

Raiffeisen Capital Management est la marque ombrelle des entreprises:

Raiffeisen Kapitalanlage GmbH
Raiffeisen Immobilien Kapitalanlage GmbH
Raiffeisen Salzburg Invest Kapitalanlage GmbH



Avant d'imprimer, pensez à l'environnement.